Bulletin Amades

Anthropologie Médicale Appliquée au Développement Et
à la Santé

72 | 2007
72

Scientifiques sans frontières ?

Alice Desclaux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/amades/65>

DOI : 10.4000/amades.65

ISSN : 2102-5975

Éditeur

Association Amades

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 5-7

ISSN : 1257-0222

Référence électronique

Alice Desclaux, « Scientifiques sans frontières ? », *Bulletin Amades* [En ligne], 72 | 2007, document 3, mis en ligne le 29 juillet 2008, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/amades/65> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/amades.65>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Scientifiques sans frontières ?

Alice Desclaux

- 1 Alors qu'il souhaitait participer au dernier colloque d'Amades, un membre de l'association, médecin de nationalité marocaine exerçant dans son cabinet privé depuis de nombreuses années, n'a obtenu son visa qu'après des démarches longues, insistantes et répétées, et avec la mobilisation de cautions du côté français ; le visa a cependant été délivré trop tard pour lui permettre de faire le voyage. Cette histoire n'est pas une mésaventure isolée : elle s'ajoute à celles d'étudiants désireux de s'inscrire en master dans notre université qui, au cours des dernières années, ont fait l'objet de demandes administratives de la part des personnels d'ambassades de France dans divers pays du Sud, inédites et impossibles à satisfaire. Il devient habituel, lors de chaque conférence internationale sur le sida, d'apprendre que tel médecin malien ou burundais a été orienté vers un centre de rétention à son arrivée dans l'espace Schengen alors même qu'il disposait d'un visa, ses garanties (d'hébergement, de ressources, administratives, etc.) ayant été jugées insuffisantes¹.
- 2 Faut-il considérer ces « expériences », indépendamment de leur coût financier et humain, parfois très lourd lorsqu'un billet d'avion a été acheté ou lorsque l'inscription à une formation universitaire a été obtenue, comme d'inévitables dommages collatéraux d'une politique de contrôle de l'immigration légalement instituée dans les pays riches ? Peut-on argumenter que les scientifiques devraient être épargnés de traitements généralisés à d'autres catégories sociales, sans être soupçonnés de corporatisme ? Doit-on d'abord critiquer l'inégalité de traitement entre Nord et Sud, lorsque des chercheurs du Sud sont évincés de conférences internationales par les administrations d'Etats qui se revendiquent universalistes ? Faut-il en premier lieu dénoncer l'assimilation de ces scientifiques à des clandestins potentiels, alors qu'ils ont un statut social et professionnel établi dans leur pays, quand ils subissent l'ignorance passive ou active de personnels des ambassades françaises ?
- 3 Ces diverses interrogations sont légitimes ; le problème peut aussi être posé différemment. Parallèlement à la « question humaine », et indépendamment d'un propos militant sur les entraves posées à la circulation des hommes au temps de la libéralisation de la circulation des marchandises et des capitaux, n'y a-t-il pas là une

question sur le rapport entre le scientifique et le politique, qui nous concernerait au plan professionnel ?

- 4 En 1942, s'intéressant aux conditions sociales et politiques de l'émergence de la révolution scientifique et technique que connut l'Angleterre du XVII^e siècle, Robert Merton, dans un article devenu un « basique » de la sociologie des sciences², identifie un Ethos constitué d'un ensemble de normes qui guident les attitudes individuelles et tracent les contours de l'autonomie du monde scientifique. Parmi ces normes, l'une des principales est « l'universalisme », un principe qui stipule que la valeur des idées et des « propositions scientifiques » ne doit pas être jugée selon les caractéristiques sociales ou économiques de leurs auteurs. Ce principe n'est pas une valeur « subsidiaire », mais il est un élément essentiel du dispositif de la production scientifique. Il fonde d'ailleurs un ensemble d'institutions et de pratiques contemporaines, telles que l'organisation basée sur l'évaluation anonyme de comités de lecture ou d'évaluation à divers niveaux du dispositif de validation de l'innovation idéale ou matérielle. Il s'articule à d'autres principes tels que le « communalisme » qui réfute l'appropriation privée des résultats scientifiques et considère la connaissance comme un bien public, ainsi que le « désintéressement » et le « scepticisme organisé ». Certes, la formalisation de cet ethos par Merton a été discutée ; néanmoins, ces normes sont considérées comme fondamentales pour la régulation et la stabilisation de ce « système social » qu'est le monde scientifique, le protégeant simultanément vis-à-vis d'abus internes et d'influences, et intrusions externes d'acteurs politiques et économiques. Cette analyse sociologique, élaborée dans les années 1950, concluait que l'exercice scientifique s'exerce au mieux dans les sociétés démocratiques, où ces normes sont valorisées.
- 5 Pour rudimentaire qu'il soit, ce modèle d'analyse a son sens dans l'actualité internationale. C'est bien une incursion du politique dans l'exercice de la science qui s'exerce lorsque des scientifiques ne peuvent appliquer les règles qui sont les leurs ou ne peuvent participer à un travail idéal collectif dans le cadre d'une conférence ou d'un jury de thèse, parce qu'ils sont issus d'un pays pauvre. La production scientifique perd en qualité lorsque les spécialistes d'un sujet ne peuvent contribuer à la réflexion que par courrier, fût-il virtuel. Certains domaines de recherche sont davantage soumis que d'autres à ce risque : c'est probablement le cas de l'anthropologie de la santé, du fait de l'attention qu'elle accorde aux figures sociales et symboliques des expressions locales, autour de phénomènes épidémiologiques et biologiques mondialisés. On peut donc être interpellé en tant que scientifique par ces évictions administratives dont nos collègues du Sud font l'objet.
- 6 Dans un article récent³, trois chercheurs canadiens en sciences sociales de la santé s'interrogeaient sur la pertinence de créer un mouvement de type réseau, sur le modèle de « Reporters sans Frontières », qui attirerait l'attention sur les abus et défendrait la libre circulation des scientifiques. Un second article à paraître⁴ détaille admirablement les rapports entre mondialisation et production scientifique dans le domaine de la santé. Si les formes d'intervention restent à concevoir, il nous semble nécessaire de contribuer à l'espace de réflexion et d'échange qu'ont ouvert nos collègues canadiens sur ces avatars du rapport entre le politique et le scientifique, dont les contours sociaux restent à préciser.

NOTES

1. Une Malienne, médecin et spécialiste du sida, a subi trente heures d'arrestation alors qu'elle arrivait à Paris pour une rencontre scientifique. Eric Favereau, *Libération*, vendredi 4 mai 2007
2. Merton R. K., The Normative Structure of Science (1942) in Storer N.W. (ed.), *The Sociology of Science*, [Chicago](#), 1973, University of Chicago Press, p. 267-278
3. Ridde V., Gagnon E., de Koninck M., Scientifiques avec ou sans frontières ? *Bulletin de l'association pour la santé publique du Québec*, septembre-octobre 2007, pp. 5-8
4. Ridde V., Defying boundaries: globalisation, bureaucracy and academic exchange. À paraître dans *Promotion de la Santé et Education*.